

La rhétorique réactionnaire

Mondialisation, altermondialisme, démondialisation

Les terrains privilégiés de la controverse politique d'aujourd'hui – la crise de la zone euro, les politiques d'austérité ou la « démondialisation » – ne peuvent évidemment que dissuader toute prétention des profanes à l'« opinion personnelle » et renforcer leur propension à déléguer à d'autres, reconnus pour leur compétence technique, la responsabilité des affaires politiques : économistes et « experts ». Quant à ceux qui se sentent en droit (ou en devoir) d'avoir une opinion, en l'absence des compétences indispensables, ils sont réduits à une compréhension métaphorique qui, faute de mieux, permet de s'orienter au prix d'une *allodoxia* généralisée.

Oppositions et confusions

Il me semble que le même genre de confusion règne aujourd'hui en matière de « mondialisation »¹. Aux apôtres de « la mondialisation heureuse »² se sont d'abord opposés les « altermondialistes » d'Attac, mais, plus récemment, sont apparus des partisans de la « démondialisation » : il s'ensuit un débat confus entre « altermondialisme » et « démondialisation ».

GÉRARD MAUGER

Le trouble procède, au moins pour partie, de la superposition automatique mais très approximative d'oppositions économique, philosophique et politique. Dans l'ordre économique, « libre échange » s'oppose à « protectionnisme ». Dans l'ordre de la philosophie politique, « internationalisme » s'oppose à « nationalisme ». Mais, dans l'ordre politique, la confusion est totale. En effet, si la droite UMP est majoritairement libre-échangiste, la droite « souverainiste » ou « nationaliste » – de Dupont-Aignan au Front National – s'affiche « protectionniste ». De même, si le PS de François Hollande est « libre-échangiste »³, celui d'Arnaud Montebourg est l'un des promoteurs de la « démondialisation » et, au sein de « la gauche de gauche », les « altermondialistes », revendiquant leur « internationalisme », s'opposent aux partisans de la « démondialisation », soupçonnés, eux aussi, de « souverainisme ».

En fait, le problème naît de l'assimilation ordinaire du « libre-échange » à l'« internationalisme » et du « protectionnisme » au

1. Sur ce sujet, cf. Frédéric Lebaron, *Le Savant, le Politique et la Mondialisation*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2003.

2. Alain Minc, *La Mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

3. La démondialisation est « un concept parfaitement réactionnaire. Il est en parfaite contradiction avec le cœur de la gauche qu'est l'internationalisme », déclare Manuel Valls (cit. in *Le Monde*, 8 juillet 2011).

« nationalisme », la revendication d'« internationalisme » conduisant la gauche à récuser un « protectionnisme » supposé « nationaliste » et par contagion, « xénophobe », sinon « raciste », donc de droite sinon d'extrême-droite (ce que semble attester le « protectionnisme » revendiqué aujourd'hui par le Front National). Mais, il se trouve que le « protectionnisme » est également revendiqué aujourd'hui par une fraction de « la gauche de gauche » – dans le champ scientifique⁴, médiatique⁵, politique⁶ – qu'il est difficile de confondre avec « la droite de droite » (bien que la polémique porte à l'outrance). Alors qu'à l'inverse, « libre-échange » et « mondialisation » trouvent leurs plus ardents défenseurs dans la droite⁷ et la gauche⁸ dites « de gouvernement ».

À l'usage des profanes, le « protectionnisme », censé nourrir les conflits entre les nations, est ordinairement décrit en usant de la métaphore guerrière des remparts avec

créneaux, douves et mâchicoulis : « Élever des fortifications et monter des tours de guet sont une pratique quasi universelle dans les sociétés humaines. Les nombreux exemples, honnis, de la période moderne montrent assez l'inanité de ces chimères protectrices », écrit par exemple Jacques Cossart⁹. À l'inverse, le « libre-échange », supposé « pacifiste », apparaît sous la forme avenante, « ouverte », « xénophile », des bourses Erasmus, des ONG, des colloques internationaux ou du tourisme international au sein du « village planétaire »¹⁰. Dans ce cadre, la confusion la plus courante est sans doute celle qui assimile « le protectionnisme » des partisans de la « démondialisation » au « repli national », sinon au « nationalisme » : « la démondialisation est un concept réactionnaire », déclare ainsi Pascal Lamy¹¹. Symétriquement, la cause de ce qu'il est convenu d'appeler « la mondialisation » (la dénotation américaine – « globalisation » – prête moins à l'équivoque) est confondue avec celle du cosmopolitisme de « citoyens du monde »¹², sinon

4. Cf. Jacques Sapir, *La Démondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 2011 ; Frédéric Lordon,

« Qui a peur de la démondialisation ? », <blogmondediplo.net/2011-06-13> et « La démondialisation et ses ennemis », *Le Monde Diplomatique*, n° 689, août 2011.

5. Bernard Cassen est l'inventeur de la notion de « démondialisation » : « Et maintenant... démondialiser pour internationaliser », *Manière de voir*, n° 32, novembre 1996.

6. Arnaud Montebourg, *Votez pour la démondialisation !*, Paris, Flammarion, 2011.

7. « Le gouvernement, depuis 2007, a fait le choix de la responsabilité, celui de considérer que la mondialisation n'est pas une option qu'on pourrait décliner, ni une punition, mais au contraire une opportunité », écrit Pierre Lellouche, Secrétaire d'État chargé du commerce extérieur (« La fable de la « démondialisation » heureuse », *Le Monde*, 7 juillet 2011).

8. « Avec François Hollande, nous assumons de vouloir dessiner une vision économique et sociale de gauche dans la mondialisation et refusons la tentation de la démagogie : l'autarcie ou le protectionnisme ne feront que dégrader le niveau de vie et pénaliser nos entreprises », écrit Pierre Moscovici (*Le Monde*, 12 juillet 2011).

9. Jacques Cossart, « Des murs ? », 21 novembre 2011, <france.attac.org/archives/spip.php ?article12461>. Dans la même perspective, cf. Alain Faujas, « Le protectionnisme, nouvelle ligne Maginot ? », *Le Monde*, 26-27 juin 2011.

10. « Les débats les plus contemporains sur la mondialisation, le néolibéralisme, l'ouverture des marchés ressassent pour ou contre les mêmes arguments que ceux inaugurés dans les deux décennies centrales du XIX^e siècle », note Christophe Charle (*Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 178).

11. Pascal Lamy, « La démondialisation est un concept réactionnaire », *Le Monde*, 1^{er} juillet 2011. On peut rappeler, à cet égard, que Jaurès distinguait un « protectionnisme de droite » d'un « protectionnisme de gauche » : cf. Alain Chatriot, « Jaurès, le protectionnisme et la mondialisation », <laviedesidées.fr>.

12. Cf. Vincenzo Cicchelli et Gêrôme Truc (dir.), « De la mondialisation au cosmopolitisme », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 986-987, juillet-août 2011.

de « l'internationalisme »¹³. D'où l'embaras de certains intellectuels de la « gauche de gauche » (qui se dit, significativement, « altermondialiste » : « un autre monde est possible ») à l'égard d'une « mondialisation » qui fait écho à leur « universalisme abstrait »¹⁴. Embarras d'autant plus grand que le marxisme – qui reste, « à gauche », la référence théorique centrale – « possède dans l'internationalisme la clé de voûte de sa vision du monde et de sa stratégie révolutionnaire » (« les ouvriers n'ont pas de patrie », « l'Internationale sera le genre humain », etc.), sans exclure toutefois le soutien aux « mouvements nationaux émancipateurs »¹⁵.

Agents et effets

Pour tenter de clarifier ce débat, on peut s'interroger sur les agents de la mondialisation néolibérale et sur ses conséquences : « À qui profite la mondialisation ? ». De ce point de vue, il semble, en effet, que l'accord puisse se faire entre altermondialistes et partisans de la démondialisation.

13. Cf. la valorisation des biens internationaux - à commencer par les langues étrangères - au sein des classes dominantes, Anne-Catherine Wagner, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, Éditions La Découverte, 2007 et *Actes de la recherche en sciences sociales*, « Le Pouvoir économique », n°190, décembre 1991.

14. Cf. « Le monde a au contraire besoin de l'émergence d'un nouvel universalisme mettant enfin tous les humains à égalité » (Jean-Marie Harribey, « Démondialisation ou altermondialisme ? », <alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/06/07>). Sur « l'universalisme abstrait », cf. Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.

15. Sur les ambiguïtés de la pensée marxiste à cet égard, cf. Michael Löwy, *Patries ou planète ? Nationalismes et internationalismes*, Lausanne, Éditions Page deux, 1997 et Michel Rogalski, « L'internationalisme, entre planète et nations », in *La crise globale et l'Afrique : quels changements ?*, Actes du colloque de la Fondation Gabriel Péri, 18-19 mai 2010, p. 282-295.

En ce qui concerne les agents de la financiarisation, des dérèglementations et de l'unification mondiale des marchés¹⁶, il s'agit à la fois des gouvernements des grandes puissances, des firmes transnationales, des fonds d'investissement et des banques, etc. Contre l'imputation de la mondialisation à la technologie (« les porte-conteneurs et Internet »¹⁷), chacun peut s'accorder avec cette proposition de Jean-Marie Harribey : « l'ennemi n'est pas l'étranger, mais la politique de classe menée par une bourgeoisie financière arrogante et prédatrice »¹⁸. « Ce sont les gouvernements [...] qui ont permis aux marchés de développer leur capacité de nuisance. La Banque de France ne peut plus [depuis une loi de 1973] financer par de la création monétaire des déficits publics. Le gouvernement français est dès lors obligé de faire appel aux marchés financiers, c'est-à-dire à des banques privées, et ce, au taux d'intérêt de marché. Cette disposition allait être intégralement reprise lors de la création de la Banque Centrale Européenne (BCE) puis dans tous les traités européens »¹⁹. Quant aux conséquences de la mise en œuvre de cette triple logique, elles sont à la fois économiques, écologiques et politiques.

16. Il s'agit de rompre à la fois avec « les approches désincarnées » ou « essentialistes » des classes dominantes : dans cette perspective, cf. Anne-Catherine Wagner, « Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 190, décembre 2011, p. 4-9.

17. Pascal Lamy, « La démondialisation est un concept réactionnaire », art. cit.

18. Jean-Marie Harribey, « Démondialisation ou altermondialisme ? », art. cit.

19. Thomas Coutrot et Pierre Khalfa, « Sortir les États de la servitude volontaire », *Libération*, 3 novembre 2011. Sur ce sujet, on lira avec intérêt, Michel Rocard et Pierre Larroufourou, « Pourquoi faut-il que les États payent 600 fois plus que les banques ? », *Le Monde*, 3 janvier 2012.

Économiquement, la mondialisation implique, la concurrence des pays à bas coûts salariaux (le dumping social au sein de l'UE), la course à la productivité, les délocalisations et la désindustrialisation. Comme le rappelle Frédéric Lordon, « on peut bien observer que le salariat chinois et le salariat français se situent dans le même rapport d'antagonisme de classe chacun vis-à-vis de "son" capital, il n'en demeure pas moins que les structures de la mondialisation économique les placent aussi et objectivement dans un rapport d'antagonisme mutuel – contre lequel aucune négation ne pourra rien »²⁰. Écologiquement, la production au plus loin des lieux de consommation implique le développement des transports de marchandises, les émissions de CO₂, le gaspillage énergétique, etc. Politiquement, elle se traduit par la dépossession croissante des États Nationaux (la « gouvernance » se substitue aux « gouvernements »²¹) et, dans la mesure où ils restent, jusqu'à nouvel ordre, le seul cadre – si problématique soit-il – de vie démocratique disponible (sauf à voir dans l'Europe des 27 telle qu'elle est, un espace démocratique), par un recul démocratique²².

Conséquences

S'il faut « réduire les flux de marchandises et de capitaux » et « relocaliser les

systèmes productifs »²³ et, ce faisant, « stopper la concurrence entre travailleurs et paysans du monde », « réduire les émissions de CO₂ » et « retrouver des formes de démocratie proches des citoyens », comme le demande le Conseil scientifique d'Attac²⁴, on voit mal en quoi ce programme se démarque des mesures protectionnistes et du renforcement de la souveraineté nationale que prônent les partisans de gauche de la « démondialisation ». On voit plus mal encore pourquoi ce genre de mesures irait nécessairement de pair avec le renforcement de la guerre économique, l'exaltation de l'identité nationale, la xénophobie et le racisme, ni pourquoi elles iraient à l'encontre de « solidarités possibles entre salariés français et salariés chinois »²⁵ et de l'internationalisation des luttes, etc. Faut-il rappeler que « ce n'est que lorsque les salariats nationaux sont soustraits aux rapports antagoniques auxquels les voue le libre-échange inégal que peuvent se déployer des solidarités transversales (transnationales) » et qu'« entraver un peu la circulation des conteneurs et des capitaux n'interdit nullement de promouvoir la plus grande circulation des œuvres, des étudiants, des artistes, des chercheurs et des touristes » ?²⁶ ■

20. Frédéric Lordon, « La démondialisation et ses ennemis », art. cit.

21. Comme le note Jürgen Habermas, « Le joli mot de « gouvernance » n'est qu'un euphémisme pour désigner une forme dure de domination politique » (*Le Monde*, 18 novembre 2011).

22. Cf. Frédéric Lebaron, « La fin de la démocratie européenne ? », <placeaupeuple2012.fr/la-fin-de-la-democratie-europeenne> et Bernard Cassen, « La mafia de la finance s'installe directement au pouvoir », <medelu.org/La-mafia-de-la-finance-s-installe-directement-au-pouvoir>

23. Cf. Pierre Khalfa, « Démondialisation/ altermondialisme, divergences ou malentendus ? », *Médiapart*, 14 novembre 2011.

24. « La démondialisation, un concept superficiel et simpliste », *Médiapart*, 6 juin 2011.

25. Frédéric Lordon, « La démondialisation et ses ennemis », art. cit.

26. *Ibid.*